



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Protection du patrimoine culturel

Question au Gouvernement n° 903

Texte de la question

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Mme la présidente . La parole est à Mme Caroline Parmentier.

Mme Caroline Parmentier . Ma question s'adresse à la ministre de la culture. Le monde entier est sidéré par le casse du Louvre et par la facilité avec laquelle les voleurs sont entrés puis ressortis. Alors qu'ils courrent toujours, personne n'a pris ses responsabilités – personne.

Ce qui s'est passé au Louvre n'est pas un accident isolé. Le problème est structurel. Le dernier rapport de la Cour des comptes souligne des failles graves dans les équipements de sécurité, pour la protection des œuvres mais aussi s'agissant des risques importants d'incendie. Ce qui nous attend pourrait donc être pire.

Au-delà du symbole éclatant d'une forme d'effondrement et de notre humiliation nationale – une de plus –,...

M. Raphaël Arnault . C'est vous, l'humiliation nationale !

Mme Caroline Parmentierc'est l'ensemble du patrimoine français, historique et religieux, qui est menacé par la négligence de l'État. La restauration de Notre-Dame en un temps record n'annule pas cette défaillance ni l'abandon de tout le reste.

Expliquez-nous comment ni la dotation publique, ni le fonds de dotation, ni les fonds propres du musée du Louvre, ni son activité commerciale, qui se chiffrent en centaines de millions, ne parviennent à garantir une réelle sécurité. Car même si vous dites qu'aucune défaillance de sécurité n'est à déplorer, le fait est que les casseurs ont pu entrer et commettre un vol.

Alors qu'il n'y a pas d'argent pour sécuriser le Louvre, la directrice du musée, Laurence des Cars s'offre une cuisine à 500 000 euros. Elle est au cœur d'une crise majeure.

Et que dire du Louvre Renaissance, présenté par un Emmanuel Macron se mettant en scène devant la Joconde, avec ses 160 millions d'euros dédiés à la sécurité ? Pour faire quoi ? En somme, c'est comme avec le parti, lui aussi nommé Renaissance !

Cela fait bientôt deux ans que vous occupez ce poste et huit ans qu'Emmanuel Macron est au pouvoir. De Roselyne Bachelot en Rima Abdul Malak, la culture est tombée. Or vous nous dites toujours qu'il faut attendre, encore et encore, pendant que tout s'écroule. Comprenez-vous que c'est inacceptable ? Qui est responsable ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Jean-Paul Lecoq . C'est le RN qui est responsable !

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de la culture.

Mme Rachida Dati, ministre de la culture . Nous avons régulièrement ce type de discussion dans le cadre de la commission des affaires culturelles dont vous êtes membre. Le patrimoine est un enjeu qui constitue une priorité, pour vous comme pour moi.

On peut certes donner dans les attaques personnelles – et s'il y a bien quelqu'un qui est habitué aux attaques personnelles, c'est moi –, mais ce serait une facilité que de croire que démettre quelqu'un réglerait tout. Je vais vous donner quelques chiffres : depuis 2017 – je n'étais pas là –, la priorité donnée à la culture par le président de la République s'est traduite par une augmentation inédite de plus de 20 % du budget du ministère de la culture, et de 25 % s'agissant du patrimoine. Il a souhaité que la préservation et la protection de tous les objets du patrimoine sans exception constituent une priorité.

Il est vrai qu'on a trop longtemps sous-estimé l'importance de la sécurité des objets et des œuvres d'art et privilégié celle des publics. Le musée du Louvre n'est pas un musée comme un autre : c'est un lieu patrimonial eu égard non seulement aux œuvres qui y sont exposées mais aussi au bâtiment qui les abrite.

Vous disiez tout à l'heure qu'il y a eu des défaillances ; je vous redis que ce n'est pas le cas (*Protestations sur quelques bancs du groupe RN*), du moins pour ce qui est des dispositifs de sécurité. S'agissant de ce que vous qualifiez de cuisine de la présidente du musée du Louvre,...

M. Julien Rancoule. Scandaleux !

Mme Rachida Dati, ministrevous savez que le projet de rénovation Louvre-Nouvelle Renaissance, c'est près de 1 milliard d'euros, et qu'environ 500 millions sont consacrés chaque année au fonctionnement et à l'investissement. Une grande partie des sommes en question provient des mécènes, notamment des mécènes étrangers, que nous devons accueillir et remercier à chaque fois. Or le financement du projet Nouvelle Renaissance, pour lequel ils ont répondu présents, intègre les dispositifs de sécurité dont j'ai parlé tout à l'heure.

Mme Caroline Parmentier . Oui, mais quand seront-ils installés ?

Mme Rachida Dati, ministre . Leur déploiement est en cours. Je vous le répète : il n'y a pas eu de faille des dispositifs de sécurité à l'intérieur. Peut-être devrions-nous nous interroger sur la sécurité sur la voie publique, qui n'existe pas à ce stade. Nous avons commencé à le faire avec le ministre de l'intérieur et la mairie de Paris (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe RN.)

Données clés

Auteur : [Mme Caroline Parmentier](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (9^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 903

Rubrique : Patrimoine culturel

Ministère interrogé : Culture

Ministère attributaire : Culture

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 22 octobre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 22 octobre 2025